Pour relancer le NPA, il faut faire le bilan de son ex-direction… et le refonder !

Le débat sur le bilan du NPA au congrès de 2013 n'avait pas pu aboutir car la direction d'alors (l'ex-PX, majoritairement aujourd'hui P1) avait refusé qu'on en tire des conclusions, notamment par des votes. Pourtant, le constat de la crise du NPA était déjà largement partagé. Mais une nouvelle fois le choix a été fait de privilégier le maintien du flou plutôt que de trancher au moins certaines questions de fond. Or il n'y a rien de pire en politique que le choix du non-choix ! Dès lors, la crise ne pouvait que durer, et un nouveau pallier a été franchi quand l'ex-majorité a explosé avant le congrès de 2015 : le parti se trouve depuis sans direction…

L'aspect le plus manifeste est bien sûr la crise d'organisation : immense difficulté à « faire parti » ensemble, multiplicité des orientations et des pratiques selon les courants, fractions et sensibilités, absence ou paralysie des initiatives du NPA comme tel, faibles recrutements ne compensant guère les départs… En même temps, ce tableau noir ne saurait masquer les réussites dans tous les cas où, au contraire, le NPA a su prendre des initiatives et les mener en commun (Palestine, état d'urgence, début du mouvement contre la loi travail…) et surtout dans les comités où l'on peut agir de façon commune et dynamique, montrant à petite échelle ce que le NPA pourrait être s'il fonctionnait avec une volonté politique capable d'entraîner militant-e-s et contact--s… C'est pour cela qu'il faut toujours garder le cap de la construction de ce parti.

Mais la crise est profonde : c'est celle du projet même du NPA, non en général, mais dans le sens où la direction de l'ex-LCR l'avait conçu. Celle-ci avait fait le choix de l'ambiguïté programmatique et stratégique. Son hypothèse était celle de la « Quatrième Internationale » (Secrétariat Unifié, SUQI), selon laquelle la chute du Mur de Berlin avait ouvert une « nouvelle période » et qu'il fallait donc un « nouveau programme » et un « nouveau parti ». C'est la ligne des « partis larges », avec un « programme » large. Bien sûr, au début des années 1990, l'effondrement final du stalinisme, après une crise déjà bien engagée du mouvement ouvrier, sur fond d'offensive du néo-libéralisme et de conversion de la social-démocratie à cette nouvelle stratégie du capital, ne pouvait que conduire à chercher de nouvelles méthodes de construction et de nouvelles formulations. Ainsi, à partir de 1995 en France, il était juste de tenir compte des dégâts de la crise du mouvement ouvrier et de la conscience de classe (et non plus de la seule « direction révolutionnaire »), de chercher à s'adresser aux travailleur/se-s qui se détournaient du PC et du PS, aux syndicalistes qui défendaient les acquis, aux jeunes du mouvement altermondialiste, à celles et ceux qui votaient pour Arlette, pour les listes LO-LCR, pour OB… Il était possible d'ailleurs de s'appuyer sur les propositions de Trotsky et du SWP états-unien des années 1930, qui cherchaient déjà à combiner la construction d'un parti indépendant des travailleur/se-s, avec notamment des syndicalistes combatifs en voie de politisation, et celle d'un courant déjà acquis au marxisme révolutionnaire. De fait, les organisations qui, en

France ou ailleurs, n'ont rien tenté pour s'adapter dans les années 1990-2000, ne se sont pas développées, mais encore plus sclérosées. Pour autant, il ne fallait pas confondre la volonté légitime de changer certaines méthodes et formulations, avec le renoncement aux fondamentaux de tout programme révolutionnaire et aux acquis du « trotskysme », au sens large du terme et quelles que soient ses inévitables limites historiques, théoriques et pratiques. Or c'est dans cette confusion qu'ont plongé les dirigeant-e-s du SUQI et de la LCR.

Pour beaucoup, il s'agissait d'attirer des réformistes (comme Jennar, voire Autain) ou des semi-réformistes, sur la base de la politique générale du SUQI et de la croyance selon laquelle « l'espace politique » à gauche du PS était devenu vacant avec la crise du PC et les succès électoraux de l'extrême gauche. Par ailleurs, ces camarades se sont montré-e-s très ouvert-e-s sur le plan du programme… mais n'ont pas renoncé en interne aux vieilles méthodes d'appareil, ces « mauvaises habitudes » de l'héritage « trotskyste » (droitier ou « orthodoxe », hélas !) dont il aurait fallu pourtant se débarrasser en priorité et qui ont fait fuir tant de primo-militant-e-s…

Mais le rappel à la réalité a été ravageur : dès que le Front de gauche a remis les pendules à l'heure, notamment par sa petite dynamique aux européennes de 2009 juste après la fondation du NPA, puis par celle de la candidature Mélenchon, la direction est entrée en crise. Tout un secteur a carrément engagé un processus qui l'a conduit à rejoindre le FdG avec armes et bagages (40% du NPA à la CN de 2011), avant de dissoudre tout héritage dans le groupe réformiste « Ensemble ». En renonçant à construire un parti révolutionnaire, la GA n'a fait que suivre cette fameuse pente glissante où d'autres sections du SUQI s'étaient déjà engagées, au prix d'une déliquescence inévitable (Brésil, Danemark, Italie, Portugal et plus récemment en partie en Grèce, Tunisie, État espagnol, etc.).

En revanche, pour une autre partie de la direction – principalement les camarades qui se retrouvent aujourd'hui dans la P1 –, il ne s'agissait pas d'aller jusqu'à une fusion avec des réformistes. Mais le flou stratégique initial était censé se clarifier en avançant, avec l'illusion que la dynamique électorale d'OB suffirait à garantir le succès… En fait, l'échec du NPA face au FdG et le départ massif de leurs camarades historiques a plongés nos camarades restant-e-s dans un désarroi profond. Or la possibilité de rebondir impliquait une forte auto-critique qui les aurait obligé-e-s à revoir toute la politique défendue pour la création du NPA et majoritaire au SUQI. Malheureusement, en croyant pouvoir relancer le NPA avec une courte majorité et leur fameuse orientation confusionniste de l'« opposition de gauche », ces camarades sont restés paralysé-e-s et restent aujourd'hui encore incapables de choisir entre une ligne qui risquerait de les conduire dans le sillage de l'ex-GA et une politique qui les obligerait à reconnaître leurs erreurs… voire la nécessité de refonder le NPA. Dès lors, ces camarades sont condamné-e-s à l'aigreur et pestent sans cesse contre les « fractions », boucs émissaires de tous les maux, plutôt que de prendre de la hauteur.

Il faut espérer qu'ils/elles tirent les conclusions qui aillent dans notre sens. Mais c'est

aux courants de gauche du parti, qui pour la plupart n'ont pas eu responsabilité de diriger le NPA, d'être à l'initiative. Bien sûr, il faut intégrer les acquis de l'ex-LCR et de la dynamique qui a pu être enclenchée au début du NPA, le refus de la sclérose organisationnelle et du sectarisme sur le plan du programme (où, contrairement à ce que pensent des « trotskystes orthodoxes », tout peut être rediscuté autant que nécessaire !) comme des méthodes (qui doivent être évaluées et modifiées selon les situations). Mais nul ne peut plus douter désormais que la refondation du parti soit une condition pour sa relance.

Certes, le poids de la situation objective (crise du mouvement ouvrier, faiblesse relative des luttes, ravages du néo-libéralisme, crise multiforme du système…) explique une partie des échecs et empêche pour le moment de construire un parti de masse. En revanche, les luttes partielles, mais réelles, comme la lutte contre la loi Travail, et plus généralement les interrogations de toute une partie des travailleur/se-s et des jeunes qui cherchent plus ou moins confusément des solutions politiques, rendent tout à fait possible la construction d'un parti révolutionnaire de plusieurs milliers de membres : un parti tourné vers l'extérieur, implanté en priorité dans les lieux de travail, champion de l'auto-organisation, capable d'initiatives efficaces dans les luttes ouvrières comme dans les combats contre les oppressions, constructeur de fronts uniques sur la base des revendications, proposant une stratégie alternative aux réformistes et aux directions syndicales, identifié dans toute la société par sa défense hardie d'un programme de transition révolutionnaire et des idées communistes…

Avancer vers un tel parti, c'est combiner la construction d'une nouvelle majorité pour l'orientation et un processus de refondation du NPA. Cela passe par la constitution un grande tendance révolutionnaire qui rassemblerait tous les courants de la gauche du parti et qui créerait ainsi la dynamique capable d'entraîner une majorité de camarade en interne et de gagner ensemble des centaines de nouveaux et de nouvelles militant--s.

Ludovic Wolfgang, le 11 août 2016